



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU MERCREDI 20 MAI 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quinze le vingt mai à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Claude PIANETTI, Vice-Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

**Objet de la
délibération:**
**Attribution d'une
subvention à
l'Association d'Aide
aux Victimes
d'Infractions du Var**

PRÉSENTS :

Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Laure REIG, Thierry RUDNIK, Sylvain SENES, David SONNEVILLE, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Olivier AUDIBERT-TROIN pouvoir à Claude PIANETTI, Nicole FANELLI pouvoir à Serge BALDECCHI, Yves BACQUET pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Stéphan CERET pouvoir à Alain VIGIER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Sylvie FRANCIN pouvoir à Sophie DUFOUR, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à David SONNEVILLE, Christine NICCOLETTI pouvoir à Grégory LOEW, Francine REGAZZETTI pouvoir à Alain PARLANTI, Régis ROUX pouvoir à Michèle PELASSY, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Valéria VECCHIO pouvoir à Thierry RUDNIK

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Franck AMBROSINO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le : 23 mai 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 23 mai 2015

Depuis plusieurs années, la Communauté d'Agglomération Dracénoise soutient les actions de l'Association d'Aide aux Victimes d'Infractions du Var (AAVIV) en octroyant une subvention d'aide au fonctionnement et en mettant à disposition le local du Point d'Accès au Droit à Draguignan pour les permanences d'accueil.

L'AAVIV est reconnue par le Ministère de la Justice pour l'accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions pénales.

Elle travaille en étroite collaboration avec un réseau structuré d'acteurs locaux tels que les procureurs de la République, les associations, les services sociaux, les gendarmeries, les commissariats, les polices municipales.

L'équipe de 9 salariés de l'AAVIV, représentant 8,10 ETP (équivalent temps plein), est composée de juristes, de psychologues, de personnel encadrant et d'agents administratifs.

L'objet de l'association est la prise en charge globale et personnalisée des victimes en plaçant leur dignité et leur vulnérabilité au cœur de la démarche au travers de permanences tenues au Tribunal de Grande Instance, au Commissariat de Police de Draguignan, à l'Espace Millaud de Draguignan et au Point d'Accès au Droit de la Dracénie.

Ces permanences sont validées par le Conseil d'Administration du Conseil Départemental d'Accès au Droit du Var (C.D.A.D.) et deux d'entre elles se tiennent deux fois par mois au Point d'Accès au Droit (1er et 3ème jeudis).

Elles permettent aux résidents de la Dracénie d'être informés, orientés et pris en charge par les juristes et la psychologue clinicienne.

Une solution est apportée à tous problèmes relatifs aux infractions telles que : vol, escroquerie, abus de confiance, violences, agression, viol, homicide, violences conjugales, non présentation d'enfant, non paiement de pension alimentaire, accidents de la circulation, infractions pénales en droit du travail, dégradations, etc...

Le bilan de l'activité sur les 4 dernières années se présente de la manière suivante :

Bilan d'activité en Dracénie	2011	2012	2013	2014
Nombre de permanences	116	132	185	343
Nombre de victimes bénéficiaires	379	473	909	2325
Nombre de dossiers ouverts	217	272	591	1251
Nombre de victimes suivies	162	201	318	1074

L'augmentation pour l'année 2014 se justifie par la tenue de permanences journalières au Bureau d'Aide aux Victimes du Tribunal de Grande Instance de Draguignan .

Les permanences ont lieu toute l'année sur plusieurs lieux :

- Espace Millaud, avenue du 4 septembre à Draguignan ; Permanence psychologique avec 42 permanences, 207 entretiens, 74 nouveaux dossiers et 133 suivis ;
- Palais de Justice, Bureau d'Aide aux Victimes, à Draguignan : 245 permanences, 1947 entretiens, 1054 nouveaux dossiers et 893 suivis par les juristes.
- Point d'Accès au Droit de Draguignan ; 19 permanences, 75 entretiens, 54 nouveaux dossiers, 21 suivis par les juristes.
- Commissariat de Police de Draguignan ; 20 permanences, 52 entretiens, 38 nouveaux dossiers et 13 suivis.
- Mairie du Muy – 17 permanences, 44 entretiens, 30 nouveaux dossiers et 14 suivis.

Le plan de financement de l'action est le suivant :

Budget 2015	Subvention FIPD	Ministère de la Justice	Conseil Régional	Conseil Général	CAD	Ville de Draguignan
37 000 €	5 000 €	15 000 €	6 500 €	2 500 €	6 000 €	2 000 €
100,00%	13,51%	40,55%	17,57%	6,75%	16,22%	5,40%

Le budget de l'action pour 2015 est de 37.000 € (soit 11.500 € de moins qu'en 2014) et se décompose en charges salariales (75,54%) et frais de fonctionnement, achats, déplacements, services extérieurs totalisés (16,30%). Cette action sur le territoire de la Dracénie, représente 6,49% du budget global annuel de fonctionnement de l'AAVIV qui s'élève à 570.000 €.

Les demandes de consultations avec l'AAVIV se sont accrues depuis le mois de septembre 2014 suite à la nouvelle situation géographique du P.A.D et l'ambiance du climat économique. L'importance des interventions de cette association n'est plus à démontrer.

Pour permettre la continuité de l'action pour l'année 2015, l'AAVIV sollicite une subvention de 6 000 € auprès de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, soit 16,22% du budget de fonctionnement de l'action.

En conséquence et au vu de l'avis de la Commission Politique de la Ville et Cohésion Sociale en date du 13 mai 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- accorder une subvention de six mille euros (6 000 €) à l'Association d'Aide aux Victimes d'Infractions du Var, sise Palais Monte-Carlo, 1 rue Mirabeau, 83 300 Toulon, pour les actions d'intérêt communautaire d'accompagnement des victimes en Dracénie ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Cette subvention sera imputée sur les crédits inscrits au budget 2015, au chapitre 65, nature 6574.


Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 60 voix pour 2 abstention(s) :

Thierry RUDNIK, Valéria VECCHIO
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le mercredi 20 mai 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN


Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.